

Mémoire
Du Groupe actions solutions pauvreté (GASP)

DÉPOSÉ AU COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES HUMAINES,
DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DU DÉVELOPPEMENT
SOCIAL ET DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES
(HUMA)

Étude sur les stratégies de réduction de la pauvreté
PARLEMENT *du* CANADA

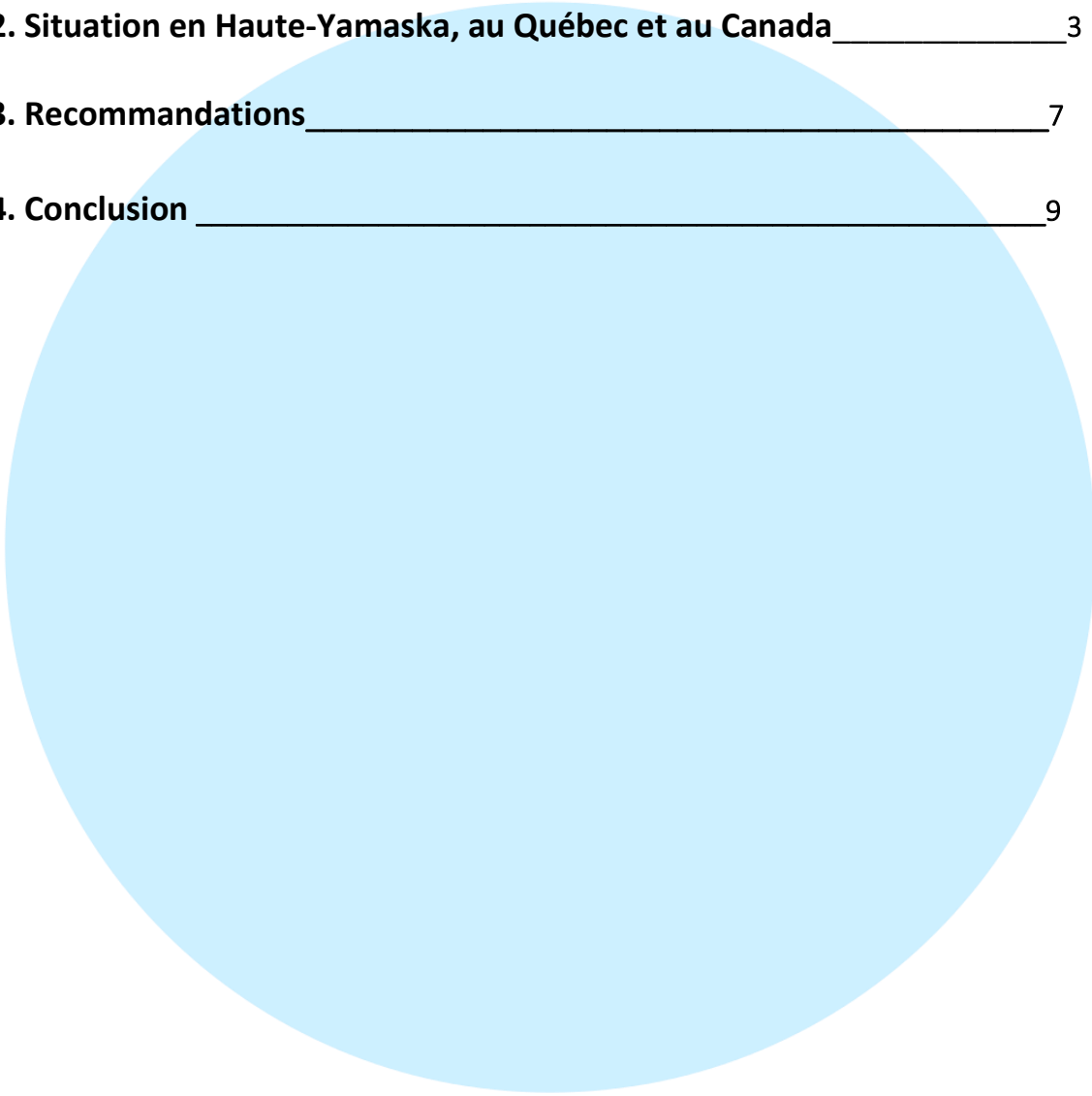
Déposé le 14 février 2017

« Vers une politique globale de lutte à la pauvreté et à
l'exclusion sociale »



TABLE DES MATIÈRES

1. Le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP)	3
2. Situation en Haute-Yamaska, au Québec et au Canada	3
3. Recommandations	7
4. Conclusion	9



1. Le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP)

Le [Groupe Actions Solutions Pauvreté \(GASP\)](#) est une table de concertation intersectorielle qui s'est donné le mandat de mettre en commun les forces de tous les partenaires dans la recherche d'actions et de solutions concrètes aux problèmes de pauvreté vécus par plusieurs membres de notre communauté. Il représente plus d'une quarantaine d'organisations communautaires et institutionnels ainsi que des citoyens de la Haute-Yamaska et compte les trois paliers politiques à titre de membres associés.

Le GASP soutient le développement d'outils et de stratégies en fonction notamment des grands axes suivants : la sécurité alimentaire, le logement social et l'habitation, l'itinérance, l'éducation et la sensibilisation.

Le GASP a été identifié par le Triumvirat sur le territoire de la Haute-Yamaska à titre de concertation reconnue pour mener à bien la démarche du Plan d'action pour la solidarité et l'inclusion sociale (PARSIS) issu du [Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale \(PAGSIS\)](#) 2010-2015. Ayant joué un rôle proactif dans celle-ci, nous avons été les premiers témoins des leviers et des défis qui y sont liés sur notre territoire.

Dans un objectif de bonifier les futures actions gouvernementales liées à la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, nous exposerons dans les pages suivantes nos préoccupations qui découlent de cette démarche et, plus largement, nous exposerons nos attentes face à une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

2. Situation en Haute-Yamaska, au Québec et au Canada

Sur le terrain, les organismes communautaires de la Haute-Yamaska notent un appauvrissement de la population s'observant par une diversification des visages de l'itinérance et de la pauvreté. Ceux-ci remarquent davantage de demandes provenant des femmes, des travailleurs, des familles, des aînés et des personnes issues des milieux ruraux. Ils observent également une augmentation des problèmes de toxicomanie et de santé mentale.

Nous tenons à rappeler que « le pourcentage des familles locataires consacrant plus de 30% de leurs revenus au logement a grimpé de 28% à 36%, de 1981 à 2006, selon le Bureau de la statistique du Québec. Depuis 30 ans, le revenu des familles les plus pauvres - les 10% les moins nanties - a fait du sur-place, même si ces familles travaillent presque 15% de plus, soit l'équivalent de 8 semaines additionnelles par année. Mais la situation est encore plus décourageante pour les familles à faibles et moyens revenus: elles gagnent 10% de moins, alors qu'elles travaillent 13% de plus. Les familles de la classe moyenne supérieure sont celles qui ont augmenté le plus le nombre d'heures consacrées au travail (+15,5%), ce qui leur a permis d'améliorer leurs gains... mais

seulement de 6%. En fait, seules les familles les plus riches - les 10% les mieux nanties - sont réellement gagnantes. Elles gagnent 24% de plus, tout en travaillant 5,7% moins d'heures. »¹

Les dernières stratégies sociales des gouvernements ont aidé nombreuses familles à sortir de la pauvreté. Par contre la situation des personnes seules s'est plutôt détériorée. Le revenu des personnes seules devrait faire l'objet d'une priorité de la stratégie fédérale de lutte à la pauvreté.

Croissance des inégalités sociales

Nous souhaitons que le gouvernement en place se soucie davantage des gens plus vulnérables en allouant des investissements ambitieux pour contrer le phénomène de croissance des inégalités sociales.

Selon le rapport d'OXFAM, « [Une économie au service des 1 %](#) », les inégalités galopantes créent un monde où 62 personnes possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Ce chiffre était de 388 il y a cinq ans. (...) L'écart entre la frange la plus riche et le reste de la population s'est creusé de façon spectaculaire au cours des douze derniers mois. (...) Oxfam réclame des mesures urgentes pour faire face à la crise des inégalités extrêmes, qui menace de faire reculer les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté au cours de ce dernier quart de siècle. En priorité, l'ONG appelle à [mettre fin à l'ère des paradis fiscaux](#), qui a vu de plus en plus d'entreprises et de particuliers recourir aux centres offshore afin d'éviter de verser leur juste contribution à la société. Cette pratique prive les États de précieuses ressources nécessaires pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

Il est capital de mettre sur pied une réelle stratégie afin de réduire les inégalités sociales et de s'attaquer à l'évasion fiscale.

Logement social à Granby : un besoin prioritaire

- Avec une proportion de 5 logements sociaux par 1000 habitants, Granby se positionne 20^e et dernière par rapport à 19 autres villes de taille similaire au Québec ;
- 343 personnes (juin 2015) sont toujours sur la liste d'attente de l'OMH de Granby ;
- Granby doit doubler l'offre de logements sociaux selon la cible de 600 unités (300 unités supplémentaires) ;

¹ <http://affaires.lapresse.ca/economie/canada/201105/13/01-4399274-ecart-entre-riches-et-pauvres-le-fosse-se-creuse.php>

Logement social au Canada : financement attendu depuis longtemps

- Le Canada a été sévèrement critiqué par l'ONU en 1993, 1998 et 2006, notamment concernant le droit au logement ;
- Le fédéral s'est retiré de tout financement pour le développement de nouvelles unités de logement social à partir du 1^{er} janvier 1994 ;
- Le PLC a annoncé une Stratégie fédérale en logement mais nous ne connaissons encore les balises de celle-ci ;
- Il est primordial que cette stratégie puisse financer la construction de nouvelles unités de logement social ;
- Granby accuse un retard important en matière de logements sociaux. Ce type d'intervention fait consensus au sein des acteurs sociaux. Les besoins sont notamment plus importants pour les personnes seules de moins de 40 ans, les grandes familles et les aînés.

Financement en itinérance : le maintien est crucial

- La SPLI a été doublée en 2016 de manière temporaire. À Granby, cette annonce a permis à la ressource d'hébergement d'urgence Le Passant de retrouver son financement d'environ 80 000\$/an perdu récemment dans la cadre de réorientation vers l'approche Logement d'abord. Elle a ainsi pu rouvrir 10 lits d'urgence jusqu'au 31 mars 2018. Il est crucial que le gouvernement maintienne ce financement sans quoi des interventions importantes tomberont ;
- Une analyse des besoins récurrent a établi à 1 386 300 \$/an le financement nécessaire pour répondre aux cinq besoins prioritaires en Haute-Yamaska. Présentement la SPLI finance seulement deux interventions en Haute-Yamaska pour un total de seulement 115 000\$;
- Hausser massivement le financement des régions non désignées ou éloignées ;
- Bonifier la SPLI et de respecter la diversité des besoins en itinérance pour notre région, et ce au-delà d'une utilisation unique de l'approche *Housing First*.

Sécurité alimentaire : un plan ambitieux demandé

- Hausse des demandes d'aide alimentaire de 15% par année au Partage Notre-Dame depuis les cinq dernières années, de 59% en trois ans (2011-2014) chez SOS Dépannage et de 31% entre 2014 et 2015 au CAB de Waterloo ;
- Hausse de 60% des demandes de dépannage alimentaire chez SOS Dépannage Moisson Granby depuis trois ans (2011-2014) ;
- Le *Réseau pour une alimentation durable* demande une politique alimentaire pour éradiquer la faim ;
- Le PLC a proposé en campagne une stratégie canadienne pour combattre l'insécurité alimentaire mais nous ne connaissons pas encore les balises de celle-ci ;
- Il est primordial qu'une stratégie canadienne pour combattre l'insécurité alimentaire se mette en place et puisse financer des interventions directes d'aide alimentaire, de solidarité alimentaire et d'autonomie alimentaire à l'aide en haussant le financement des organismes communautaires.

4. Recommandations

Au terme de notre analyse de la dernière démarche visant la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, nous identifions certaines recommandations qui, nous le souhaitons, seront considérées dans les futures stratégies gouvernementales.

Élaborer une politique globale en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

Penser la lutte à la pauvreté d'une manière permanente aurait pour avantage d'engendrer des économies importantes à l'échelle nationale en évitant de continuellement mettre sur pied des ressources ponctuelles, tout en permettant de prévenir des coûts importants liés à la santé, aux services sociaux, à la justice et à la sécurité.

Voici les avantages d'une telle politique :

- ✓ Une vision globale reconnaissant les droits fondamentaux des personnes vivant en situation de pauvreté ;
- ✓ Une priorisation par le gouvernement qui entraîne un véritable leadership en la matière ;
- ✓ Une harmonisation entre les actions des différents champs de compétence gouvernementaux ;
- ✓ Le caractère structurel de certaines interventions qui doivent s'inscrire dans la durée, notamment en matière de logement social, de revenu, d'accès aux services et de sensibilisation.

Agir sur les causes structurelles au lieu de projets locaux

À nos yeux, l'intervention gouvernementale qui mise en grande partie sur l'intervention locale ne permet pas de travailler sur les causes réelles. Lutter contre la pauvreté doit passer par une hausse du revenu des moins nantis, soit au-dessus du seuil de faible revenu collectivement convenu, un meilleur accès aux services d'intervention et une meilleure répartition des richesses.

Le gouvernement détient les champs de compétences privilégiés pour agir sur ces causes de manière globale (revenu, accès aux services, logement, éducation, emploi, etc.).

Investir à long terme à la mission des organismes communautaires plutôt que ponctuellement, par tranche de cinq ans, permettrait d'éviter les irritants suivants :

- ✓ Délais terrains entre chaque plan d'action gouvernemental ;
- ✓ Temps et énergie de penser à de nouvelles actions cadrant dans la rigidité des critères alors que celles financées par les derniers plans d'action ont été évaluées positivement ;
- ✓ Trous de services liés à la fin des ententes de financement par projet, ce qui engendre une perte d'efficacité et d'expertises ;

Investir dans des mesures s'attaquant aux causes de la pauvreté

En ce sens, le GASP recommande de manière générale

- ✓ Prévoir au prochain budget des enveloppes afin de planifier et d'instaurer une stratégie globale de lutte contre la pauvreté ;
- ✓ Réduire des inégalités socioéconomiques entre les plus pauvres et les plus riches ;
- ✓ Mettre en place une campagne sociétale visant à changer les mentalités et à contrer les mythes sur la pauvreté ;
- ✓ Améliorer de manière continue de l'accès, sans discrimination, à des services publics universels et de qualité ;
- ✓ Financer des interventions ayant un impact direct sur les personnes vivant en situation de pauvreté et suffisamment flexibles afin de permettre aux localités de recevoir du financement pour des interventions correspondant à leurs priorités.

Plus précisément, le GASP recommande de

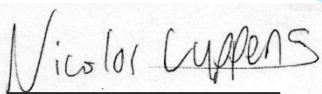
- ✓ Rehausser le revenu des personnes seules ;
- ✓ Investir massivement dans le logement social dans le cadre de la Stratégie fédérale en logement ;
- ✓ Bonifier la Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance et en garantir son maintien après mars 2018 ;
- ✓ Développer une stratégie visant à combattre l'insécurité alimentaire avec des ressources financières permettant d'élargir l'offre actuellement offerte ;
- ✓ Rehausser le financement les organismes communautaires ;
- ✓ Investir dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux et dans les interventions d'accompagnement à l'emploi ;
- ✓ Éviter toute hausse de tarifs des services publics et de taxes, toute mesure fiscale ou autre susceptible d'avoir un impact sur le budget des moins nantis ;
- ✓ Rehausser les revenus de l'État en s'attaquant aux évasions fiscales ;
- ✓ Doter le Canada d'une stratégie visant une meilleure redistribution des richesses en imposant davantage les grandes entreprises et les plus riches.

4. Conclusion

Nous sommes heureux de pouvoir offrir notre expertise dans le cadre des consultations publiques liées aux interventions nationales en matière de lutte à la pauvreté.

En souhaitant que la présente démarche consultative puisse démontrer la nécessité pour le Canada de se doter d'une stratégie ambitieuse de lutte contre la pauvreté et cette dernière puisse rapprocher significativement des personnes en situation afin de garantir une plus sortie de la pauvreté.

Nos sincères salutations à l'équipe chargée de cette présente consultation,



Nicolas Luppens

Coordonnateur du GASP

170, rue St-Antoine Nord, local 311

Granby, J2G 5G8

Tél: (450) 378-0990

Fax: (450) 378-5743

gasphauteyamaska@gmail.com